



Pour une politique progressiste, tout se joue dès aujourd'hui

Le SNJ-CGT se félicite que le Nouveau Front Populaire (NFP) soit arrivé en tête du second tour des Législatives, ce 7 juillet, et que la CGT ait contribué à ce sursaut démocratique.

Les citoyennes et les citoyens, qui ont réussi à déjouer les pronostics annonçant une majorité, potentiellement absolue, pour le Rassemblement national (RN), ont également résisté à un matraquage politique et médiatique visant à diaboliser le NFP.

Le SNJ-CGT tient, à l'inverse, à souligner le travail de nombreux journalistes des antennes locales de France Bleu et de France 3, dont les interviews rigoureuses et sans concession ont mis en évidence la dangerosité des candidates et candidats du RN, voire leur incompétence manifeste.

De même, le SNJ-CGT se réjouit que plusieurs rédactions aient publiquement exprimé leurs réserves, voire leur condamnation des choix de leurs directions quant au traitement de ces Législatives. Des choix qui, trop souvent, conduisent à refuser de trancher entre RN et gauche sous prétexte de « neutralité », à prôner le « front républicain » que lorsqu'il bénéficie à la droite ou au camp présidentiel, ou à entretenir de révoltants amalgames entre NFP et RN, des forces politiques que tout oppose.

Il n'en reste pas moins qu'en passant de 89 à 143 sièges à l'Assemblée nationale, le RN et ses alliés réalisent une très inquiétante progression.

Plus que jamais, le mouvement social - et en premier lieu les syndicats - doit maintenir la pression pour que la politique change, qu'elle soit à l'écoute des citoyens et qu'elle améliore leur vie, notamment en abandonnant le report de la retraite à 64 ans et le durcissement de l'indemnisation du chômage. Les salaires et les pensions de retraite doivent être augmentés, à la hauteur des pertes de pouvoir d'achat subies ces dernières années. Les services publics - garants de cohésion sociale et patrimoine précieux, notamment pour les plus démunis - doivent bénéficier de plans d'investissements et de recrutements massifs, pour contrecarrer la casse menée depuis trop longtemps.

Les libertés fondamentales - parmi lesquelles les libertés syndicales, les libertés d'expression, de manifester, d'informer, d'être informé... - ne peuvent se négocier.

Les journalistes doivent pouvoir faire leur travail en toute indépendance et dans des conditions de travail et salariales dignes de leur mission d'information, indispensable dans toute démocratie. La concentration des médias entre les mains de quelques milliardaires - dont certains mènent clairement un projet antidémocratique - doit être combattue. Il n'est plus supportable, par exemple, que les médias audiovisuels de Bolloré (Europe 1, CNews, C8...) s'affranchissent de leurs obligations d'« expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion », fixées par l'Arcom en contrepartie des fréquences qui leur sont accordées.

De véritables outils - parmi lesquels des aides à la presse entièrement remises à plat - doivent permettre de renforcer fortement le pluralisme des médias. L'audiovisuel public doit se voir garantir l'indépendance et les moyens pérennes qui correspondent à sa mission. Ni fusion-holding, ni privatisation !

La réelle victoire ne se dessinera qu'à la condition d'une politique progressiste, socialement ambitieuse et intransigeante sur le respect des libertés.

Face à la montée de l'extrême droite, la démocratie n'aura pas de nouvelle chance. Tout se joue dès aujourd'hui.

Montreuil, le 9 juillet 2024.